

Le 30 septembre 2025,



LA « PRÉVENTION » NE DOIT PAS ÊTRE BLA-BLA ET BRICOLAGE !

On nous parle de « prévention des risques professionnels », de « Qualité de Vie au Travail », de « baromètre RH ».

C'est très joli dans les discours, ça brille dans les rapports...

Mais sur le terrain, c'est quoi la réalité ?

La prévention version direction :

- Des équipes incomplètes dans de nombreux services.
- Des absences non remplacées, compensées à la sueur de ceux qui restent.
- Des charges de travail démesurées
- Des mobilités internes pour nécessité de service
- Des mi-temps thérapeutiques renforcés par du boulot supplémentaire !
- Des modes dégradés renommés modes adaptés

Résultat ? C'est la **prévention par l'épuisement** ! La résignation du faire avec ou plutôt sans !

On constate les souffrances, on minimise les alertes jusqu'au jour où tout craque ! où le corps lâche !

Alerte RPS

Le 28 juillet 2025, la CGT a **officiellement déclenché une alerte RPS graves** :

- Signalement de dysfonctionnement, conflits relationnels et managériaux
- Isolement professionnel, désorganisation hiérarchique, violences verbales.
- Comportements disqualifiants, intimidations, atteintes à la dignité.
- Réunions intimidantes, humiliantes, signalements qualifiés de « mensongers »

Résultats ? Agents fragilisés, santé mentale et physique altérées. Conflits, absence de mesures de protection, injustices, menaces, représailles sur lanceurs d'alerte.

Réponse de la direction ? des **mobilités internes assimilables à des sanctions déguisées**, aucune enquête, aucune mesure de protection, aucune considération, aucune garantie de neutralité.

C'est inacceptable.

Le Code du travail (art. L.4121-1) et le Code général de la fonction publique (art. L133-2) imposent une **obligation de sécurité de l'employeur envers ses agents**.

Ce que nous exigeons

- Des conditions de travail et des moyens respectueux
- Des remplacements immédiats en cas d'absence.
- Des conditions dignes pour accueillir le public, sans danger pour les agents et les usagers.
- La transparence, une enquête contradictoire et la prise en compte de TOUS les témoignages.
- La mise en place immédiate de mesures de protection.
- L'intervention de la médecine du travail, psychologues, médiateurs.

Assez du grand écart entre discours et réalité !

Nous ne sommes pas des variables d'ajustement.

Nous sommes des agents. Notre santé **n'est pas négociable**.

La prévention, la vraie, commence par le **respect des agents et de leur travail**.

S'il faut vous donner rdv mardi 7 octobre, lors du conseil municipal pour nous faire entendre, Nous ferons un appel à la mobilisation la plus large pour faire cesser les dégradations.